

2025/

Département de la Lozère
COMMUNE DE GRANDRIEU
DÉLIBÉRATION du CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 19 août 2025

Membres en exercice : **15**

Présents : **13**

Votants : **14**

Date de convocation : 12/08/2025

Date d'affichage : 12/08/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le 19 août à 20 heures 30, le Conseil Municipal, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de M. Guy GALTIER, Maire.

Etaient présents : Guy GALTIER, Pierre-Emile SYLVAIN, José MARTINEZ, David LOUBIER, Aline CHANIAL, Tiffany CROS, Yoan PEREZ, Audrey DURAND, Vincent RICHARD, Philippe MARTIN, André THEROND, Damien AJASSE, Guillaume MARTIN

Secrétaire de séance :

Absent :

Excusée : Karine BRUNEL

Procurations : Gaëtan GAILLARD à Vincent RICHARD

19082025- Délib-10

Objet : Composition du Conseil communautaire de la CC Randon Margeride - Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de Randon Margerie dans le cadre d'un accord local

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1 ;

Vu le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'Outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 octobre 2019 fixant la composition actuelle du conseil communautaire de la communauté Randon Margeride.

Le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT. Ainsi, la composition du Conseil communautaire de la communauté de communes Randon Margeride pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
 - chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
 - aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
 - la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté
composition du conseil communautaire de la communauté respectant les
délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025
par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté,
représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant
nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus
nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la
communauté.

- à défaut d'un tel accord, le Préfet fixera selon la procédure légale [*droit commun*] à ...35.....
sièges, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, qu'il répartira
conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil
communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut,
conformément à la procédure légale [*droit commun*].

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes membres de
la communauté un accord local, fixant à ...35..... [*nombre de sièges proposé selon un accord local*] le nombre
de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés
au 2° du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
Monts de Randon	1209	9
Chastel Nouvel	932	5
Grandrieu	742	4
Châteauneuf de Randon	518	3
Lachamp Ribennes	375	2
Chaudeyrac	288	2
Arzenc de Randon	189	2
Pierrefiche	160	1
Laubies	151	1
Saint Denis en Margeride	142	1
Saint Paul le Froid	134	1
Saint Jean la Fouillouse	126	1
Saint Gal	89	1
La Panouse	86	1
Saint Sauveur de Ginestoux	60	1

Total des sièges répartis : ...35....

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments,
fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du
conseil communautaire de la communauté de communes de Randon Margeride.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

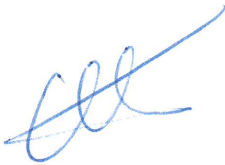
Par 14 voix pour, 0 voix contre, et 0 abstention

Décide de fixer, à ...35..... [*nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté retenu dans le cadre de l'accord local*] le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes Randon Margeride. , réparti comme suit :

Autorise Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré à Grandrieu les jours, mois et an ci-dessus

Le Maire,
Guy GALTIER



Le secrétaire de séance,
Pierre-Emile SYLVAIN

